

Toute

Une publication de la SNAP Canada
Automne 2022-Hiver 2023

NATURE



NOUVEAUX ENJEUX POUR LA NATURE

Le sommet de Montréal peut-il conclure
un accord mondial pour la biodiversité?



Offert jusqu'en JUIN 2023 Entente pour publication 40033545

 **SNAP**
SOCIÉTÉ POUR LA NATURE ET LES PARCS DU CANADA

La nature au sommet

Montréal accueille une rencontre qui pourrait être décisive pour la biodiversité JOHN GRANDY



Devenir président du conseil d'administration national de la SNAP Canada est pour moi le couronnement exaltant de mes presque 20 ans de bénévolat en faveur de la conservation dans notre pays. Alors que je rédige mes premières lignes pour la revue *Toute nature*, je ne peux imaginer de plus beau moment pour assumer ce rôle. Depuis près de six décennies, la grande famille de la SNAP fait inlassablement la promotion de la conservation et des aires protégées comme des outils essentiels dans nos efforts pour sauver la nature. Aujourd'hui, le Canada et de nombreux autres pays s'apprentent à mettre à en pratique ces outils comme jamais auparavant.

En décembre prochain, le Canada et les autres pays signataires de la Convention sur la diversité biologique des Nations Unies (CDB de l'ONU) se réuniront à Montréal dans le cadre de la réunion finale de la 15^e Conférence des Parties (COP 15). Cette réunion, initialement prévue à Kunming, en Chine, en 2020, avait été reportée en raison de la pandémie. Nous y attendons l'adoption d'un nouveau cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, et espérons largement qu'il sera pour la conservation un équivalent de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, conclu en 2015. Les objectifs et les cibles de ce nouveau cadre pourraient tracer la voie vers un avenir où l'humanité vivra en harmonie avec la nature.

LE SOUTIEN DE LA SNAP CANADA

La décision de déménager la conférence à Montréal a été une surprise (en raison des craintes que la Chine ne reporte encore l'événement à cause de la COVID-19), mais cette décision témoigne de la réputation du Canada comme chef de file en matière de conservation. C'est aussi une véritable preuve de la valeur d'organisations comme la SNAP, qui se mobilisent depuis longtemps pour garder notre pays centré sur la défense des espèces et des milieux naturels, et qui compte sur le soutien de personnes généreuses et enthousiastes comme vous.

J'ai été témoin privilégié de la portée du travail de la SNAP Canada. Avant d'occuper la fonction de président, j'ai siégé à son conseil d'administration au cours des cinq dernières années, période pendant laquelle le Canada a étendu la superficie de ses aires protégées et de conservation dans une mesure supérieure à celle de toutes les provinces maritimes réunies. Et la SNAP, en collaboration avec les Premières Nations, les communautés locales et d'autres intervenants, a vigoureusement fait campagne pour assurer la protection officielle de bon nombre de ces espaces. Parallèlement, nos démarches à Ottawa ont contribué à ce que le gouvernement fédéral accorde un financement sans précédent à la conservation au cours des dernières années, notamment une somme de 3,2 milliards de dollars pour la protection de la nature en 2021.

En ce moment historique pour la conservation, la SNAP continue de jouer un rôle de premier plan au Canada. Et c'est avec fierté que je contribue à sa remarquable vision et à son travail visant à montrer au monde comment placer la nature au cœur de nos priorités.

John Grandy est devenu le président du conseil d'administration national de la SNAP Canada en septembre.



La SNAP est un organisme canadien dont la mission est la protection d'au moins 50 % de notre nature sauvage. Depuis 1963, nous avons joué un rôle de premier plan dans l'établissement de plus des deux tiers des aires protégées du Canada.

CONSEIL D'ADMINISTRATION NATIONAL

John Grandy, président (ON)
Jennifer Smith, vice présidente (QC)
Lavinia Mohr, trésorière et présidente, Comité des finances (ON)
Richard Paisley, président, Comité du contentieux (C.-B.)
Amber Nicol, présidente, Comité de gouvernance (N.-É.)
Charles Côté, Agent du Conseil responsable pour le personnel (QC)
Ina Lucila (AB)
Donald McMurtry (ON)
Lana Mezquita (AB)
Cynthia Nemoto (ON)
Kathy Scalzo (C.-B.)
Alexandra Tzannidakis (ON)
Erik Val (YT)
Denise Withers (C.-B.)

ADMINISTRATEURS HONORAIRES

Stephanie Cairns
Phil Dearden
David Lang
Harvey Locke
Gordon Nelson
Bob Peart
Sherri Watson

ÉQUIPE ÉDITORIALE

Sandra Schwartz : Directrice générale nationale
Tracy Walden : Directrice nationale, Communications et développement
Jennifer Scott : Gestionnaire nationale des communications
Peter Christie : Rédacteur en chef
Janice McLean : Mise en page

COMITÉ ÉDITORIAL

Alex Abboud
Rick Boychuk
Laura Colella
Ina Lucila
Ron Thiessen
Denise Withers

ISSN 1717-8894. Maître de poste :
Faire parvenir tout changement d'adresse au Canada à la SNAP Canada :
600-100 rue Gloucester, Ottawa, ON K2P 0A4.

Toute Nature est publié deux fois par an (au printemps et à l'automne) par la Société pour la nature et les parcs du Canada (no d'enregistrement 10686 5272 RR0001).

© 2022 Société pour la nature et les parcs du Canada. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite sans l'autorisation écrite expresse de la SNAP Canada.

Imprimé sur du papier certifié FSC avec des encres végétales.



NOUVEAUX ENJEUX POUR LA NATURE

DANS CE NUMÉRO

À LIRE

Un moment d'espoir pour la nature • 6

Montréal se prépare à accueillir la conférence mondiale sur la biodiversité longtemps reportée, et la SNAP se mobilise pour soutenir les efforts canadiens visant à conclure un nouvel accord destiné à inverser l'effondrement de la nature dans le monde.

Les leçons des premiers gardiens de la nature • 10

La progression des aires protégées et de conservation autochtones au Canada promet d'attirer l'attention au sommet sur la biodiversité de Montréal.

Trouver un consensus autour de la conservation • 14

Le Canadien Basile van Havre mobilise les nations autour de ce qui pourrait être l'accord sur la biodiversité le plus important de l'histoire.

RUBRIQUES

2 • MOT DU PRÉSIDENT La nature au sommet

4 • REGARD SUR LA CONSERVATION Une nouvelle aire protégée en Outaouais mérite une planification et une gestion rigoureuses; Le plus grand projet d'expansion d'irrigation jamais entrepris en Alberta soulève des inquiétudes; Célébrons la conservation marine menée par les Autochtones au large des côtes de la Colombie-Britannique

16 • PARTOUT AU CANADA

18 • CONTACTEZ-NOUS

COUVERTURE: Un groupe de militants pacifiques pour le climat avec un message simple: rester ensemble pour protéger notre planète. Photo: Valmedia

CI-DESSUS: Un élégant couple de macareux moines pris en photo sur la côte de Terre-Neuve. Photo: Mariusz Prusaczyk

Une nouvelle aire protégée en Outaouais mérite une planification et une gestion rigoureuses

En juin, la SNAP Vallée de l'Outaouais et le CREDDO, son partenaire de projet, ont salué l'annonce faite par le gouvernement du Québec concernant la création d'une nouvelle aire protégée couvrant certaines parties des bassins versants emblématiques des rivières Noire et Coulonge, dans la région de l'Outaouais. Dotée d'une superficie de 82 200 hectares, la nouvelle réserve de biodiversité sera l'une des plus vastes étendues protégées de la région. La réserve permettra de protéger des forêts matures, des milieux humides et des habitats essentiels pour des espèces en péril comme la tortue des bois, et de favoriser la connectivité écologique vitale entre les forêts du parc Algonquin et de la vallée de l'Outaouais, au sud, et la forêt boréale, au nord. Cette annonce est réjouissante, mais il reste du travail à faire. Par exemple, la province doit s'assurer que la conception et les limites de la réserve permettent de maximiser les valeurs de conservation. En outre, la structure de gestion adoptée doit prévoir que les décisions relatives à l'orientation de l'aire protégée soient prises localement et que les communautés autochtones et locales profitent des retombées économiques et d'autres avantages découlant de ces deux rivières, qui comptent parmi les plus belles rivières d'eau vive du centre du Canada. À cette fin, la SNAP et le CREDDO continueront à mobiliser et à consulter les communautés autochtones et locales au cours de l'automne et de l'hiver. Pour plus d'informations : cpaws-ov-vo.org.

John McDonnell, SNAP Vallée de l'Outaouais

Rivière Coulonge, dans l'ouest du Québec, est l'un des douze principaux affluents de la rivière des Outaouais. Photo : Simon J. Ouellet



L'autoroute 41 (Buffalo Trail) traverse la rivière Saskatchewan Sud près du parc Sandy Point à Redcliff, en Alberta. Photo : JK Gabbert

Le plus grand projet d'expansion d'irrigation jamais entrepris en Alberta soulève des inquiétudes

L'irrigation n'est peut-être pas un sujet dont on entend souvent parler, mais dans le sud de l'Alberta, un projet d'expansion d'irrigation de près d'un milliard de dollars ne peut laisser personne indifférent. Le projet d'expansion de l'infrastructure d'irrigation dans le bassin de la rivière Saskatchewan sud – maintenant rebaptisé Programme de modernisation de l'irrigation de l'Alberta – représente la plus grande expansion d'irrigation dans l'histoire de l'Alberta et, jusqu'à présent, sa mise en œuvre ne semble pas avoir fait l'objet de la moindre évaluation des impacts environnementaux.

Les trois réservoirs proposés dans le cadre du projet soulèvent des inquiétudes quant à leurs effets sur la santé des rivières du sud de l'Alberta, déjà surmenées par les niveaux actuels de déviation des cours d'eau à des fins d'irrigation agricole. D'autres préoccupations doivent également être abordées préalablement à la poursuite du projet, notamment le débit nécessaire aux écosystèmes aquatiques, les impacts sur les prairies indigènes, la perturbation des écoulements souterrains et les incidences sur les espèces en péril.

La SNAP Alberta sud a déjà adressé une lettre à l'Agence d'évaluation d'impact du Canada (AÉIC) pour réclamer officiellement la réalisation d'une étude d'impact environnemental, et nous vous demandons aussi de bien vouloir envoyer vos propres lettres à l'Agence. Il faut démontrer au ministre de l'Environnement et du Changement climatique du Canada que la population soutient amplement la tenue d'une évaluation des impacts environnementaux pour ce type de projet, notamment une consultation publique.

Pour en savoir davantage, lisez l'excellent texte de Lorne Fitch sur l'irrigation et l'avenir des rivières du sud de l'Alberta, accessible à l'adresse albertawilderness.ca/irrigation-expansion-action-alert.

Katarina Graves, SNAP Alberta sud

Célébrons la conservation marine menée par les Autochtones au large des côtes de la Colombie-Britannique

Cet été, la Nation Kitasoo/Xai'xais a annoncé la création d'une nouvelle aire marine protégée (AMP) – l'AMP Gitdisdzu Lugyek (baie Kitasu). Située dans les eaux qui bordent la forêt pluviale du Grand Ours, cette AMP, dont la gouvernance s'appuie sur les connaissances et les pratiques de gestion des Kitasoo/Xai'xais, assure la protection d'estuaires et de forêts de varech qui constituent des habitats essentiels pour les baleines, les oiseaux de mer, le saumon et les crustacés.

La conservation marine menée par les Autochtones le long des côtes britanno-colombiennes est un élément incontournable des efforts visant à élargir la portée de la protection marine et à favoriser la réconciliation par la voie

de la conservation. L'année dernière, la Première Nation Mamalilikulla a déclaré la zone gwaxdłala/'nalaxdłala (baie Lull/détroit de Hoeya) comme une aire protégée et de conservation autochtone (APCA). Et plus tôt en 2021, les Premières Nations Kitasoo/Xai'xais, Nuxalk, Heiltsuk et Wuikinuxv, Parcs Canada et le gouvernement provincial ont entrepris une étude de faisabilité pour la création d'une réserve d'aire marine nationale de conservation (AMNC) le long de la côte centrale de la Colombie-Britannique. Ces initiatives de conservation menées par des Autochtones se trouvent dans la mer du Grand Ours, également connue sous le nom de biorégion du plateau Nord, où 17 Premières Nations et les

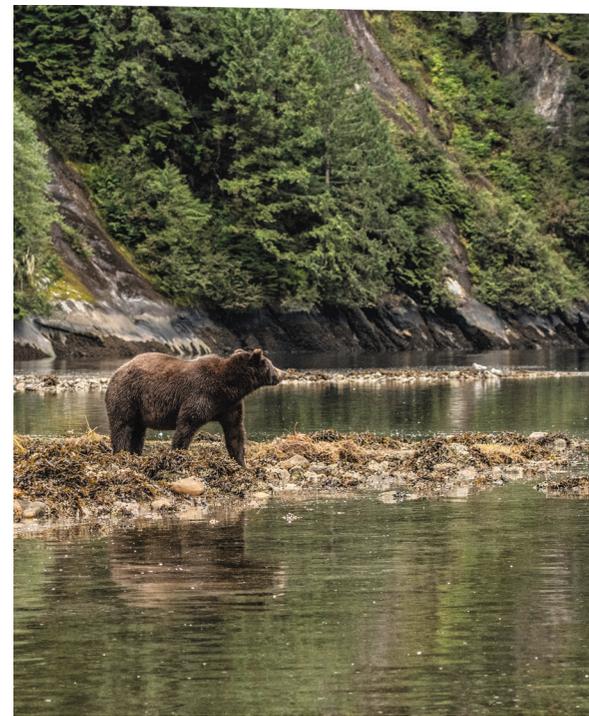
gouvernements fédéral et provincial collaborent à la création d'un réseau d'AMP. Le réseau permettra d'établir de nouveaux sites pour connecter les AMP et les APCA existantes, renforçant ainsi les avantages de la protection au profit de la santé des océans. La SNAP demeure active dans ce processus grâce à un rôle consultatif qui lui permet de préconiser une protection rigoureuse et une gestion efficace des sites au sein du réseau d'AMP en co-gouvernance.

Pour en savoir plus sur les AMP, consultez notre série didactique sur le sujet à l'adresse cpawsbc.org/mpa-101-an-introduction-to-mpas.

*Rippon Madtha,
SNAP Colombie-Britannique*



À gauche: Klemtu, le 21 juin 2022. La nation Kitasoo Xai'xais déclare une nouvelle aire marine protégée (AMP) à Gitdisdzu Lugyek. Photo: Tavish Campbell/Moonfish Media (Groupe CNW/Autorité d'intendance de Kitasoo Xai'xais)



À droite: Un résident local de la forêt pluviale de Great Bear. Photo: Getty Images/Bobbushphotos

● À LIRE

UN MOMENT D'ESPOIR POUR LA NATURE

Montréal se prépare à accueillir la conférence mondiale sur la biodiversité longtemps reportée, et la SNAP se mobilise pour soutenir les efforts canadiens visant à conclure un nouvel accord destiné à inverser l'effondrement de la nature

Un pollinisateur qui travaille dur pour faire sa part pour la biodiversité.
Photo : Adobe Stock



Vue du site initial de la COP15, le Centre international de conventions et d'expositions de Dianchi à Kumming, en Chine, avant que la réunion ne soit déplacée à Montréal, au Canada. Photo : Xinhua.

En acceptant d'accueillir la COP à Montréal, le Canada a clairement sauvé le sommet et l'accord tant attendu, connu sous le nom de Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. La conférence devait se tenir à l'automne 2020 à Kunming, en Chine, mais la pandémie a changé les choses pendant deux ans et la Chine, le pays hôte officiel, demeurait trop préoccupée par la COVID pour décider d'une nouvelle date.

L'annonce faite à Nairobi a donc remis la conférence sur la bonne voie et, surtout, a sonné l'heure de la fin des négociations sur le cadre, attendue depuis longtemps. Montréal, siège du secrétariat international permanent de la CDB, était donc un choix naturel.

Le changement de lieu a également eu un autre effet : toute l'attention s'est tournée vers le Canada, où des organisations de conservation telles que la SNAP et d'autres, en collaboration avec les peuples autochtones et les communautés locales, aident le pays à se positionner en tant que nouveau champion de la conservation et à montrer l'exemple au monde entier.

UN SENTIMENT D'URGENCE

« Quelle belle occasion pour le gouvernement fédéral de faire preuve de leadership », estime Mme Woodley. « Mais faire preuve de leadership signifie non seulement préconiser des mesures ambitieuses au niveau international, mais aussi démontrer que nous les mettons en œuvre chez nous. »

« Le rôle de la SNAP Canada est de sensibiliser à l'importance de cet aspect et de contribuer, avec ses organisations de conservation partenaires, à mettre en avant l'importance cruciale de ces négociations et de l'effort mondial nécessaire pour stopper et inverser la crise de la biodiversité. »

La rumeur circulait déjà dans l'air de l'été africain, mais lorsque les représentants officiels ont confirmé que le Canada serait la dernière étape de ce qui sera probablement le plus important sommet sur la biodiversité de l'histoire, Alison Woodley a senti toute la fébrilité envahir la salle des congrès de Nairobi.

« C'était vraiment un point culminant de la réunion », se souvient Alison Woodley, depuis longtemps conseillère stratégique principale au bureau national de la SNAP Canada. « Après les retards causés par la COVID et l'incertitude quant au moment où la situation serait rétablie, nous pouvions enfin voir la lumière au bout du tunnel. Je dirais qu'il y avait un sentiment d'optimisme et d'espoir et une reconnaissance de la bonne volonté du Canada d'accueillir la planète à Montréal. »

Alison se trouvait dans la capitale du Kenya en juin, au sein d'une délégation canadienne, pour participer à une réunion du groupe de travail spécial de la Convention sur la diversité biologique des Nations Unies (CDB de l'ONU). Le groupe négociait un nouvel accord international décisif sur la nature, que les nations devaient ratifier lors de la 15e Conférence des Parties (COP15) à la Convention, qui a été longuement reportée. Beaucoup espèrent que cet accord sera à la crise de l'extinction ce que l'Accord de Paris est pour les changements climatiques.

Selon Mme Woodley, il est maintenant important de susciter un sentiment d'urgence en faveur d'un cadre de la biodiversité robuste et efficace. Les premières versions de l'accord, où figurent quatre objectifs et vingt-deux cibles, ont été saluées par les défenseurs de l'environnement, qui y voient une tentative résolue de combattre la crise de la biodiversité et des mesures concrètes pour suivre les progrès accomplis. Parmi les cibles, figure celle de protéger au moins 30 % des terres et des océans d'ici à la fin de la décennie.

« Nous avons bien apprécié que la première mouture comporte une cible ferme en matière d'aires protégées pour l'après-2020 qui reconnaît l'importance de la protection des terres et des océans, à la fois en termes de quantité et de qualité, car, bien entendu, cette notion est au centre des efforts de la SNAP Canada », déclare Mme Woodley. « Juste le fait de reconnaître cela n'est pas suffisant en soi pour arrêter la perte de biodiversité, mais la question doit absolument être au centre de tout cadre mondial. »

Le langage ambitieux des versions préliminaires n'a cependant pas tardé à susciter l'inquiétude de certaines nations signataires. Les récentes négociations, notamment celles de Nairobi en juin, n'ont pas abouti à un accord sur les principaux éléments du texte, et une session de négociation de dernière minute a dû être planifiée pour juste avant la COP de décembre.

« On assiste à des manœuvres politiques ardues, car quelques obstacles retiennent presque le processus en otage », déclare Justina Ray, présidente et scientifique principale de la Wildlife Conservation Society Canada. Mme Ray suit de près les négociations du cadre – et ses points de friction.

Par exemple, les cibles proposées concernant la suppression des subventions aux industries et aux activités nuisibles à la biodiversité (comme les subventions à l'agriculture ou aux activités pétrolières et gazières) sont contestées par certains pays à revenu élevé. Par ailleurs, de nombreux pays à faible revenu et des groupes autochtones souhaitent que les pays riches, historiquement



En 2016, la minuscule rainette faux-grillon de l'Ouest a bloqué un projet immobilier à La Prairie, au Québec, suite à une ordonnance de protection d'urgence du gouvernement fédéral pour protéger cet habitat essentiel. Photo : WikiCommons/Benny Mazur

responsables d'une grande partie des dommages environnementaux mondiaux, financent davantage la conservation. « On ressent à la fois de la frustration et un sentiment d'urgence, car ces questions ne sont toujours pas tranchées », précise Mme Ray.

Le transfert de l'événement au Canada a insufflé une dose d'espoir bien nécessaire à la COP et à la conclusion des négociations pour un cadre efficace. Le pays a été un ardent défenseur de l'adoption d'objectifs ambitieux, notamment l'objectif de protection 30X30, désormais porté par plus d'une centaine de nations de la Coalition de haute ambition pour la nature et les peuples. D'autres facteurs importants, selon Mme Ray, tiennent au fait que Montréal est une ville ouverte, accessible et proche des citoyens et des organisations non gouvernementales, ce qui facilite les efforts de sensibilisation en dehors des pourparlers officiels.

FAIRE ENTENDRE LES VOIX DE LA CONSERVATION

« La société civile joue généralement un rôle assez important dans ces réunions internationales de la COP, même si elle n'y est pas partie », explique Mme Ray. Par exemple, les sommets sur le climat sont souvent assortis de réunions parallèles, de rassemblements et de marches qui peuvent modifier considérablement l'ambiance et le

ton des discussions officielles. Les précédents sommets sur la biodiversité, par contre, ont été plus discrets.

« Montréal offre la possibilité d'une COP sur la biodiversité différente », ajoute Mme Ray. « J'espère que nous verrons une réelle participation au-delà des réunions officielles. Beaucoup de parties sont à l'écoute des conseils prodigués par les organisations de la société civile et les experts, conseils qui sont même recherchés. »

Alice de Swarte, directrice principale de SNAP Québec, en sait quelque chose. Après avoir appris que Montréal accueillerait le sommet sur la biodiversité, elle a aussitôt compris que les lumières braquées sur sa ville offraient une occasion unique de faire passer le message de l'organisation – malgré la soudaineté de l'annonce du changement de lieu. Sa première réaction a été de dire « oh là là! », se souvient Mme de Swarte dans un éclat de rire. « D'habitude, on dispose de deux ans pour se préparer à un tel événement, et voilà que nous n'avons que six mois. »

Mais depuis, l'équipe de la SNAP Québec, et notamment Mme de Swarte, travaille sans relâche à la préparation du sommet. L'équipe aide à mobiliser un collectif de près de 60 autres organisations non gouvernementales québécoises. Au programme, une

marche de grande envergure dans les rues de Montréal avant la réunion et une conférence parallèle pour explorer les causes directes et indirectes de la perte de biodiversité à la lumière des cibles du cadre de la biodiversité. D'autres plans sont encore en gestation.

« Nous sommes vraiment déterminés à promouvoir des solutions et des approches inspirantes », observe Mme de Swarte. « Nous voulons mettre en valeur le leadership autochtone et faire connaître plusieurs mesures prises par les municipalités en matière de conservation de la biodiversité.

« Il s'agira peut-être de la première COP sur la biodiversité qui aura une forte mobilisation de la société civile autour d'elle », estime Mme de Swarte. « Je me dis que le Québec et Montréal constituent un environnement idéal pour ce genre d'action, car la société civile y est déjà vraiment organisée et mobilisée autour de la question environnementale. Nous voulons donc mettre à profit la COP pour faire en sorte que la nature devienne une priorité pour tous les gens de Montréal et du Québec et, par extension, de tout le Canada. »

LA MOBILISATION EST CRUCIALE

« Nous devons nous assurer de susciter un élan de dynamisme aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des tribunes officielles », indique Mme Woodley. Forte de sa présence aux premières loges des négociations sur le cadre de la biodiversité, Mme Woodley sait à quel point la sensibilisation du public peut influencer les gouvernements à se pencher sérieusement sur ces questions. « Faire en sorte que les responsables politiques du monde entier s'engagent davantage contribuera à faire avancer ces discussions. »

« La SNAP doit absolument veiller à mobiliser les forces vives à l'approche de la COP et à encourager l'engagement politique au cours du sommet », renforce Mme Woodley. « Les gens du monde entier doivent comprendre que deux crises majeures sévissent : les changements climatiques et la perte de biodiversité. Si rien n'est fait pour les résoudre, c'est alors la santé de la planète et notre propre bien-être qui risquent de sombrer. »



Vue aérienne de Montréal en automne. Photo : Firefighter Montreal

DE STOCKHOLM À MONTRÉAL

Depuis près de 60 ans, le Canada fait figure de chef de file dans les efforts mondiaux pour sauver la nature

Depuis près de six décennies, la SNAP pousse le Canada à se poser en champion de la conservation. La décision d'accueillir la 15e Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique des Nations Unies (qui se déroulera en décembre à Montréal) est l'exemple le plus récent de son leadership mondial en matière de protection de l'environnement et de conservation.

1972 : Le Canadien Maurice Strong, nommé secrétaire général de la première Conférence des Nations Unies sur l'environnement à Stockholm, redresse les efforts chancelants pour organiser la réunion et en fait un événement charnière du mouvement environnemental mondial, qui donne lieu à la création du Programme des Nations Unies pour l'environnement (dont il devient directeur général) et lance une nouvelle ère de coopération environnementale internationale.

1973 : Dans la foulée de la conférence de Stockholm, on assiste à la naissance d'une série de traités internationaux visant à résoudre les problèmes environnementaux, dont la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). La Canadienne Carolina Caceres est actuellement la présidente du comité permanent qui supervise la convention.

1992 : Maurice Strong est nommé secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 – connue sous le nom de Sommet de la Terre – qui a eu lieu à Rio de Janeiro, au Brésil. Cette conférence marque la création de la Convention sur la diversité biologique des Nations Unies (CDB de l'ONU), qui établit son secrétariat international à Montréal.

2018 : Le Canadien Basile van Havre est nommé coprésident d'un groupe de travail spécial composé de représentants des nations signataires de la CDB de l'ONU. Ce groupe a pour mission de rédiger un nouvel accord pour l'après-2020 dans le but de stopper la perte de biodiversité et de faire en sorte que l'humanité vive en harmonie avec la nature d'ici 2050.

2022 : Montréal est désignée comme ville hôte de la 15e Conférence des Parties à CDB de l'ONU, qui se tiendra en décembre après de longs retards. La réunion était initialement prévue à Kunming, en Chine, à l'automne 2020, mais a été reportée en raison de la COVID.

LES LEÇONS DES PREMIERS GARDIENS DE LA NATURE

Les aires protégées et conservées autochtones du Canada pourraient montrer la voie aux négociateurs des accords sur la nature

Pour Greg Jeddore, les forêts et les rivières sauvages qui occupent une grande partie du sud de Terre-Neuve-et-Labrador représentent davantage que les territoires traditionnels de sa Première Nation Miawpukek : elles sont aussi un puissant témoignage du legs que lui a fait son regretté père – un amour indéfectible de la terre.

« Quand j'étais petit, j'ai appris de mon père, qui était un trappeur traditionnel et qui parlait couramment le micmac du coin, comment vivre dans les bois », se souvient Greg. « J'étais un jeune garçon, à peine âgé de 11 ans, lorsque mon père est décédé; mais les bois sont restés de fidèles compagnons tout au long de mon enfance. »

Greg Jeddore est maintenant gestionnaire forestier au service des ressources naturelles du gouvernement de la Première Nation Miawpukek Mi'kamawey Mawi'omi, situé sur les terres de réserve autour de Conne River, sur l'île de Terre-Neuve. Il est également négociateur en chef d'une nouvelle entente de gestion forestière avec la province qui confère à la Nation Miawpukek le contrôle de plus de 180 000 hectares de certaines des forêts boréales les plus intactes de l'île, dont un habitat de choix pour le caribou et la martre des pins, une espèce menacée. Les négociations se poursuivent pour y inclure 300 000 hectares supplémentaires.

L'entente devrait être ratifiée lors d'une cérémonie de signature officielle qui aura lieu d'ici la fin de l'année, au terme de plus d'une décennie de négociations menées par les leaders des Miawpukek avec le soutien des sections de la SNAP Terre-Neuve-et-Labrador et la SNAP Nouvelle-Écosse. En vertu de cette entente, la Première Nation a le droit de récolter le bois dans les mêmes conditions prévues par les permis de coupe provinciaux accordés à l'industrie, mais en adoptant une approche entièrement autochtone. Elle exige également que le gouvernement Miawpukek consacre une partie de cette zone à la protection. Selon Greg Jeddore, l'entente pourrait déboucher, au cours des cinq prochaines années, sur la création d'une vaste nouvelle aire protégée et de conservation autochtone (APCA) couvrant environ 200 000 hectares de paysages intacts.

L'ACCORD SUR LA NATURE SUSCITE DES PRÉOCCUPATIONS

L'accord de Miawpukek figure parmi les initiatives les plus récentes en matière de conservation menée par les Autochtones au Canada. Ces dernières pourraient d'ailleurs attirer l'attention des pays qui se réuniront à Montréal en décembre pour la 15e Conférence des parties (COP15) de la Convention sur la diversité biologique des Nations Unies (CDB de l'ONU).

C'est lors de cette conférence que l'on prévoit la ratification d'un cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. De nombreux groupes autochtones du monde entier ont déjà fait ressortir la nécessité que le nouvel accord reconnaisse mieux leurs droits et leur rôle en tant que gardiens traditionnels de la nature. Le nombre croissant d'APCA au Canada, l'engagement officiel de celui-ci en faveur de la réconciliation et les cas de réussite en matière de conservation autochtone pourraient les aider à faire valoir leurs points de vue.

« Il est clair que la démarche ne sera pas couronnée de succès sans l'engagement des populations autochtones et des communautés locales », affirme Basile van Havre, le Canadien qui copréside le groupe de travail international chargé de négocier le nouveau cadre. « Je pense que ces communautés sont confrontées à de véritables défis en matière de protection. Le recours à de vieux modèles de protection des terres qui ne tiennent pas compte des communautés locales ne sera pas une formule gagnante. Ce qu'il est essentiel de démontrer, c'est que la protection des terres peut servir d'instrument de réconciliation, et non de ligne de clivage. »

Dans le monde entier, les terres gérées par les Autochtones couvrent plus d'un quart de la superficie totale des terres et chevauchent 40 % de toutes les aires protégées terrestres et d'autres « paysages intacts sur le plan écologique ». Selon M. van Havre, le Canada peut servir de modèle; le pays a une longueur d'avance par rapport à de nombreuses autres régions du monde en ce qui concerne la reconnaissance des droits des Autochtones et de la possession des terres par ces derniers, notamment dans le contexte de la conservation.



À gauche : Le personnel du SNAP observe un aîné algonquin. Larry McDermott fait une prière d'ouverture et des remarques sur l'avancement des zones protégées tout en travaillant à une véritable réconciliation lors d'une réception et d'une cérémonie de remise de prix organisées par la SNAP Canada, en juin 2018. Photo : Martin Lipman

À droite : Des représentants des Tr'ondek Hwech'in, des Na Cho Nyak Dan, des Vuntut Gwitchin, du Conseil tribal des Gwich'in, de la Yukon Conservation Society et de la SNAP à la Cour suprême du Canada pendant la bataille judiciaire qui a permis d'assurer la protection de l'un des plus grands écosystèmes intacts en Amérique du Nord, le bassin hydrographique Peel du Yukon. d'Amérique du Nord, le bassin hydrographique de la rivière Peel au Yukon, en mars 2017. Photo : Justin Van Leeuwen



Les sources indiquent qu'environ 80 aires protégées et de conservation à travers le Canada sont considérées comme des APCA par le gouvernement fédéral ou par les communautés autochtones. Des dizaines d'autres sont en phase de développement grâce au soutien financier d'Ottawa. En 2021, le gouvernement fédéral a annoncé un nouveau financement de 340 millions de dollars sur cinq ans pour soutenir la conservation et l'intendance dirigées par les Autochtones, dont plus de 166 millions de dollars pour les APCA.

Ces dernières années, le Canada a réitéré à plusieurs reprises son engagement à protéger 30 % de ses terres et de ses océans d'ici 2030, et il fait partie des dizaines de nations qui poussent pour que cet objectif soit intégré dans le nouvel accord sur la biodiversité. D'après Sandra Schwartz, directrice générale nationale de la SNAP Canada, le pays ne pourra tenir son engagement sans les APCA.

« Les nations et les communautés autochtones sont à la tête de bon nombre des possibilités de création d'aires protégées et de conservation au pays », explique Mme Schwartz. « Les APCA peuvent aider le Canada à atteindre son objectif, mais dans ce contexte, la conservation menée par les Autochtones est aussi une voie de réconciliation : il y va de notre devoir

envers la nature, mais aussi de notre obligation envers les peuples autochtones qui sont les premiers et les meilleurs gardiens de la nature. »

LES TERRES AUTOCHTONES SONT LES PLUS EN SANTÉ

Pour Steven Nitah, cette obligation reste négligée dans les négociations de la CDB de l'ONU. Ancien chef des Premières Nations Lutsel K'e Dene, il a contribué à la création en 2019 de l'aire protégée autochtone Thaidene Nëné, d'une superficie de 2,6 millions d'hectares, dans les Territoires du Nord-Ouest. Il explique que de nombreux pays appliquent encore une forme de conservation de type colonial qui revient souvent à exclure ou à déplacer les populations autochtones des aires protégées ou à les empêcher d'y exercer leurs pratiques traditionnelles.

« Les Nations Unies n'agissent pas assez vite pour relever le défi », dit-il. « On ne met pas assez en lumière le fait que les peuples autochtones sont les gardiens de très grandes superficies de terres dans le monde comparativement à leur population, ni le fait que ces terres sont les plus saines de la planète et qu'elles fournissent des services fondés sur la nature. »

Selon M. Nitah, le Canada pourrait montrer la voie à d'autres nations lors de la COP de Montréal, mais il doit d'abord en faire plus à la maison pour convaincre les gouvernements provinciaux et territoriaux – qui ont la compétence constitutionnelle sur la plupart des terres publiques – de soutenir sérieusement les initiatives en matière d'APCA. « Il faut que le gouvernement fédéral exerce un leadership pour amener les gouvernements provinciaux et territoriaux à se montrer disposés à collaborer avec les nations autochtones. »

Pour favoriser un plus grand nombre d'APCA, explique M. Nitah, il est essentiel de sensibiliser les gouvernements et les autres acteurs à la valeur économique inhérente de la protection des terres et des océans par une gestion autochtone durable. Selon lui, une tarification du carbone tenant compte de la capacité d'absorption et de stockage massif du carbone par les forêts et les tourbières des APCA serait un argument économique efficace en faveur des approches autochtones traditionnelles.

« Il manque une reconnaissance des approches des peuples autochtones, dont il est scientifiquement prouvé qu'ils sont les meilleurs gardiens de la nature – et par le fait même, des investissements dans cette voie. »

NOUS AVONS TOUJOURS ÉTÉ LÀ
La valeur de la conservation autochtone devrait être une évidence pour toute personne qui a déjà admiré les beautés naturelles luxuriantes que l'on trouve souvent sur les territoires traditionnels des Autochtones, souligne Greg Jeddore.

« Les peuples autochtones prennent soin de la terre depuis des millénaires », précise-t-il. « Ce que mère nature nous offrait, nous en prenions soin. Les espèces ont évolué naturellement, et se sont développées, et nous y avons contribué en tant que gardiens de la terre. »

« Vous pourrez entendre cela dans tout le Canada : la terre a besoin de gardiens, et nous sommes là. Nous avons toujours été là. Nous ne sommes jamais partis. »



Le chef René Chaboyer de la Nation crie de Cumberland House déclare la compétence environnementale et économique de la Première nation et la protection de Kitaskinaw, la première étape de la protection du delta de la rivière Saskatchewan par les Autochtones, le 10 juin 2021. Photo : SNAP Saskatchewan. À droite : Gary Carrier, de la Nation crie de Cumberland House, visite le delta de la rivière Saskatchewan en bateau aérien. Photo : Lavinia Mohr.

LES TERRES AUTOCHTONES CANADIENNES ABRITENT PLUS D'ESPÈCES

Selon des chercheurs de l'Université de la Colombie-Britannique, les terres gérées par les peuples autochtones du Canada sont aussi bonnes, voire meilleures, pour la conservation de la biodiversité que les aires protégées, et beaucoup plus riches en espèces animales vertébrées que des terres similaires sans protection.

Peter Arcese, titulaire de la chaire de biologie de la conservation Forest Renewal à l'UBC, fait partie d'une équipe de chercheurs à l'origine d'une étude qui étaye de manière empirique la croyance de longue date selon laquelle les traditions d'intendance des terres employées depuis des millénaires par les peuples autochtones sont bonnes pour la nature. Publiée dans la revue *Environmental Science and Policy*, cette étude de 2019 montre que les terres gérées par les autochtones au Canada, ainsi qu'en Australie et au Brésil, abritent davantage d'espèces de mammifères, d'oiseaux, de reptiles et d'amphibiens que les aires protégées ou les aires non protégées choisies aléatoirement dans ces trois pays. On y constate également que ces terres abritent davantage d'espèces considérées comme menacées d'extinction.

« Dans un contexte de COP [Convention sur la diversité biologique des Nations Unies], je pense que ces constats nous rappellent l'importance de faire participer les peuples autochtones aux discussions », précise M. Arcese. « En tant que biologistes de la conservation, nous voulons que tous les acteurs ayant un lien avec la terre en assurent la préservation, et beaucoup pensent que les peuples autochtones sont particulièrement bien placés pour le faire. »

Des études précédentes ont révélé que les pratiques autochtones traditionnelles de gestion des terres permettent de préserver davantage d'espèces autochtones et rares que d'autres approches et qu'elles sont moins susceptibles de détruire les forêts ou de dégrader les terres.

En montrant que les terres gérées par les Autochtones abritent un nombre équivalent d'espèces indigènes que les terres actuellement gérées comme des parcs nationaux, M. Arcese et ses collègues soulignent l'importance de collaborer avec les peuples autochtones dans les efforts de conservation terrestre dans une optique d'améliorer le bien-être des êtres humains et de faire progresser les nouveaux objectifs mondiaux en matière de biodiversité.

« Lorsqu'il est question de conserver le caribou ou d'autres espèces à distribution étendue, on doit absolument le faire en collaboration avec les peuples autochtones », poursuit M. Arcese.



1^{er} AVRIL 2021 –
31 MARS 2022



Rapport d'Impact

2021-2022



Alors que le monde continuait à faire face aux implications d'une pandémie mondiale et d'autres perturbations, l'engagement en faveur de la conservation au Canada est resté constant.

Consultez le Rapport d'impact 2021-2022 de la SNAP Canada pour connaître les victoires et les avancées en matière de conservation, snapcanada.org/succes.



TROUVER UN CONSENSUS

AUTOUR DE LA CONSERVATION

En 2018, Basile van Havre prend les rênes des travaux visant à amener les nations vers un nouvel accord destiné à mettre fin à la crise de la disparition des espèces – il pensait alors qu’il s’agissait d’une affectation temporaire.

Ce fervent défenseur de l’environnement et fonctionnaire canadien de longue date a été nommé coprésident (avec l’Ougandais Francis Ogwal) du groupe de travail de la Convention sur la biodiversité biologique des Nations Unies (CDB de l’ONU), ayant pour mission de négocier un Cadre mondial pour la biodiversité (CMB) pour l’après-2020 – un accord international sur la nature que beaucoup comparent à l’Accord de Paris sur le climat.

À ce moment-là, il était prévu que le cadre sur la biodiversité serait finalisé avant la 15^e Conférence des Parties (COP15) qui devait avoir lieu en 2020, en Chine. De son côté, M. van Havre s’attendait à réintégrer ses fonctions à Ottawa en tant que directeur général des politiques nationales et internationales en matière de biodiversité à Environnement et Changement climatique Canada et directeur de la conservation et de la gestion des populations au Service canadien de la faune.

Mais la COVID-19 est venue tout chambouler. La pandémie a ralenti et, parfois, paralysé le processus. Quatre ans plus tard, M. van Havre s’efforce toujours d’amener les pays signataires sur la voie du compromis et de mettre la touche finale au nouveau cadre, que l’on espère voir approuvé lors de la réunion finale de la COP15, longtemps retardée, qui se tiendra à Montréal en décembre. Dans une entrevue accordée à la revue *Toute nature*, M. van Havre nous parle des leçons tirées de ces efforts de longue haleine menés dans le contexte d’une pandémie dans le but de mettre en place un plan de sauvetage de la vie sur la planète.

Le Canadien Basile van Havre mobilise les nations autour de ce qui pourrait être l’accord sur la biodiversité le plus important de l’histoire

Comment la pandémie et les retards qu’elle a causés ont-ils affecté les négociations du CMB?

Nous pouvons dire que cette situation a eu des répercussions à la fois négatives et positives. Honnêtement, si nous étions parvenus à boucler les négociations en deux ans seulement, nous aurions abouti à un cadre très superficiel. Les deux années supplémentaires nous ont permis d’approfondir les aspects scientifiques et de tenir des discussions beaucoup plus poussées.

Par ailleurs, le fait de travailler virtuellement a créé une certaine fatigue. Je pense que nous avons atteint les limites des négociations en ligne, ce qui n’a pas été sans causer quelques désagréments. De plus, la rotation du personnel a été deux fois plus élevée que d’habitude.

Vous avez averti que ces négociations portaient sur des « enjeux importants ». Pouvez-vous expliquer?

En fait, environ la moitié ou les deux tiers de l’économie mondiale reposent sur la nature, que ce soit pour les denrées alimentaires, les fibres, le bois ou la protection contre les phénomènes météorologiques extrêmes. La survie de notre espèce dépend de la disponibilité de la nourriture, entre autres, et de la protection contre les maladies. Et je n’ai même pas évoqué la valeur morale que nous attachons à la nature.

Alors, pourquoi faut-il agir maintenant? Le monde évolue, et la population mondiale va augmenter d’un demi-milliard de personnes. [...] Nous devons donc trouver des moyens d’utiliser beaucoup plus efficacement les ressources dont nous disposons. Et plus tôt nous nous attaquerons à cette question, mieux ce sera – et moins les coûts seront élevés.

Quelle est l’importance des cibles axées sur l’action à l’horizon 2030 prévues dans le CMB ainsi que des autres mesures de conservation par zone que le cadre contient?

On dénombre cinq facteurs directs de la perte de biodiversité, et un plan efficace doit se pencher sur ces cinq facteurs. L’un de ces facteurs est le changement d’utilisation des terres et des



mers. Les trois premières cibles couvrent ce point, mais il est clair que la réussite d'un plan ne sera possible que si les autres facteurs sont également pris en compte. [...]

Une formidable coalition soutient le mouvement 30X30, mais il faut aussi parler d'une planification de l'utilisation des espaces terrestres et marins qui tient compte du paysage dans son intégralité.

En quoi repose le succès de ces négociations?

Premièrement, nous devons nous entendre sur un ensemble rigoureux d'objectifs et de cibles. Deuxièmement, nous devons mettre en place un système qui nous permettra de suivre les progrès. [...] Nous aurons donc besoin d'un système pour compiler toutes ces contributions et pour nous assurer qu'elles correspondent à nos besoins les plus pressants en termes de quantité et de qualité, et ensuite d'un système qui nous permettra de démontrer les progrès réalisés. [...] Selon moi, il existe une réelle volonté de faire plus et d'avoir un système plus robuste.

Comment voyez-vous le rôle d'organisations telles que la SNAP Canada, qui portent les dossiers de conservation à l'attention du public et de la classe politique?

Le processus de négociation de la CDB est probablement l'un des plus ouverts du système des Nations Unies. Est-il parfait? Probablement pas. Je vois alors des organisations comme la SNAP Canada jouer un rôle très important pour ce qui est de porter la voix de leurs membres auprès des gouvernements nationaux, en leur faisant savoir que ces questions sont importantes. [...]

Les groupes qui font la promotion de ces valeurs sont très convaincants et peuvent influencer la position des gouvernements. [...] Je suis en mesure de vous dire que le Canada a été un chef de file en matière de rapports et de mesures de suivi, entre autres, dans le cadre de la convention. Bien faire les choses est un bon point de départ; et on ne saurait trop insister sur l'importance du leadership.



QUEL SERA VOTRE HÉRITAGE?

Un testament
peut être un puissant
outil de changement
dans le monde.

En ajoutant un don à la SNAP Canada dans votre testament, vous contribuerez à préserver à jamais les magnifiques espaces sauvages de notre pays. La démarche est simple, visitez volontedefaire.ca/organismes-de-charite/snap-canada pour plus d'informations.



Ours dans la réserve de parc national Kluane, en juin 2021. Photo : Adil Darvesh

YUKON

Dans un contexte d'accélération des changements climatiques, le Nord ressent moins les effets de la crise de la biodiversité à laquelle la majeure partie du Canada est confrontée. Nous attendons l'adoption de mesures pour la conservation de la nature lors de la COP15, et le Yukon est bien placé pour faire figure de chef de file en la matière. La **SNAP Yukon** collabore étroitement avec les Premières Nations, la population yukonnaise et tous les ordres de gouvernement pour s'assurer que les politiques et les pratiques reflètent les valeurs culturelles et écologiques qui nous sont chères. Pour en savoir plus : cpawsyukon.org.

COLOMBIE-BRITANNIQUE

En août, la **SNAP Colombie-Britannique** s'est réjouie lorsque les Wilps Gwininitxw, un regroupement de la Première Nation Gitksan, ont déclaré que l'ensemble de leur Laxyip (territoire) dans le nord-ouest de la province serait désormais protégé conformément aux lois traditionnelles Gitksan. Située dans le cours supérieur du fleuve Skeena, la zone protégée autochtone Gwininitxw de 170 000 hectares abrite des forêts anciennes qui constituent des habitats essentiels pour le grizzli, le saumon sauvage et la chèvre de montagne. La Colombie-Britannique doit faire de la nature une priorité et collaborer avec tous les ordres de gouvernement pour soutenir les initiatives autochtones en vue de réaliser l'objectif de protection 30x30. Pour en savoir plus : <https://besthope.ca>.

Coucher du soleil au Gitanmaax Hall dans le village historique de 'Ksan à Hazelton, en Colombie-Britannique. En arrière-plan se trouve le sommet enneigé de Stegyoden (montagne Roche de Boule), un site sacré pour les peuples Gitksan. Photo : Adam Combs.



Vue aérienne du lac Claire. Photo : Global Forest Watch Canada

ALBERTA

La **SNAP Alberta nord** a publié une lettre ouverte demandant aux gouvernements fédéral et provincial de se pencher de toute urgence sur les menaces qui pèsent sur le parc national Wood Buffalo. La deuxième enquête du Comité du patrimoine mondial sur la détérioration du parc a eu lieu en août 2022 – cette démarche constitue une étape vers l'inscription du site sur la liste du patrimoine mondial « en péril ». Wood Buffalo renferme plusieurs « valeurs universelles exceptionnelles », et il est donc capital de contrer les menaces qui planent sur son intégrité écologique et culturelle. Pour en savoir plus : <https://cpawsnab.org/groups-welcome-international-investigation-into-the-condition-of-wood-buffalo-national-park-canadas-largest-national-park-facing-the-biggest-dangers>.



Des cabanes d'oiseaux sont installées le long de la clôture adaptée aux animaux à Northeast Swale, à Saskatoon. Photo : Ryan Mathews

SASKATCHEWAN

La **SNAP Saskatchewan** est ravie de participer au processus de mobilisation et de planification en vue de la désignation éventuelle d'un parc urbain national dans la région de Saskatoon. La section poursuit sa collaboration avec Parcs Canada, la Meewasin Valley Authority et d'autres intervenants afin de veiller à ce que la vision du parc soit centrée sur la préservation des valeurs culturelles et de la biodiversité des paysages, au profit des gens et des espèces qu'ils abritent. Pour en savoir plus : cpaws-sask.org/urbanconservation.

MANITOBA

Au cours de l'été, la **SNAP Manitoba** a organisé 22 activités de son programme Club de la nature et 58 événements de sensibilisation, et a recueilli plus de 10 000 signatures à l'appui de ses campagnes en faveur de l'ours blanc, de la baie d'Hudson, du bassin de la rivière Seal et du secteur sud de la région Interlake. Elle a également repris ses présentations dans les écoles et un programme parascolaire dans trois écoles locales. Au beau milieu de toutes ces activités,



la section a emménagé dans de nouveaux bureaux au sud du centre-ville, près de la rivière Assiniboine. Pour en savoir plus sur les programmes de conservation de la SNAP Manitoba, rendez-vous sur cpawsmb.org.

Ours blanc dans la baie d'Hudson pendant l'été. Photo : Shutterstock

ONTARIO

La **SNAP Wildlands League** a effectué une incroyable expédition d'une semaine sur la côte de la baie d'Hudson. L'équipe est partie en compagnie de guides et de leaders autochtones, d'une équipe de tournage et de biologistes marins afin d'explorer ce magnifique paysage et de constater sur place le désir des Peawanuck de renforcer leurs capacités communautaires, de renforcer la surveillance environnementale et de protéger la biodiversité marine grâce à l'initiative de création d'une aire marine nationale de conservation (AMNC). Pour en savoir plus sur le travail de la Wildlands League dans la baie d'Hudson et la baie James en vue de la création d'une AMNC dans la plus grande mer intérieure du monde, rendez-vous sur marine.wildlandsleague.org.



L'équipe de l'expédition Wildlands sur la baie. Photo : Trevor Hesselink

Encore une fois pendant l'été, la **SNAP Vallée de l'Outaouais** a organisé l'atelier artistique de la rivière Dumoine, un programme annuel de résidence d'artistes qui soutient la protection permanente de la rivière Dumoine et de ses rivières sœurs, la Noire et la Coulonge, qu'on appelle conjointement les Trois rivières.

En partenariat avec la SNAP Québec, la section a continué à rapprocher les gens de la nature en organisant la campagne de financement « Grâce à la nature », dont la totalité des fonds recueillis sont réinvestis au profit de la biodiversité et de la protection des milieux naturels dans l'est de l'Ontario et au Québec. Pour en savoir plus : <https://snap-vo.org>.

QUÉBEC

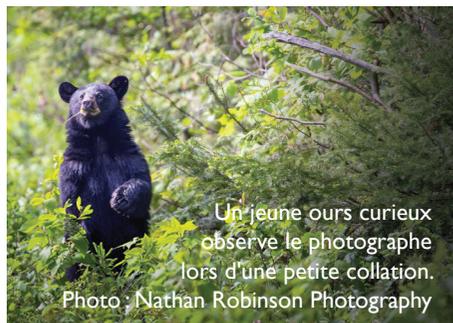
Cet été, la **SNAP Québec** et une coalition de 20 organisations partenaires ont lancé une campagne pour la création d'un parc national au lac Walker. Véritable joyau naturel et géologique de la Côte-Nord, le lac Walker est le lac le plus profond du Québec.

La SNAP a également célébré la réussite de son projet pilote de restauration écologique sur l'île Sainte-Thérèse. Plus de 7 000 arbres y ont été plantés au cours des derniers mois grâce au travail de plus de 300 bénévoles. Cette initiative permet de mettre en valeur un territoire public de 5,4 km² et de faciliter l'accès à la nature dans la grande région de Montréal. Pour en savoir plus : snapquebec.org.

NOUVEAU-BRUNSWICK

La **SNAP Nouveau-Brunswick** célèbre la première étape du processus visant à doubler la protection de la nature dans la province. En juillet, près de 100 000 hectares de nouvelles aires protégées ont été annoncés, ce qui porte à 6 % le total des terres protégées dans la province. En collaboration avec plus de 110 groupes et citoyens, la SNAP NB a proposé des zones à protéger à travers la province.

Bien qu'il s'agisse d'un progrès notable, la SNAP NB encourage le gouvernement à collaborer avec les Nations autochtones pour mettre la province sur la voie de l'atteinte de ses futurs objectifs de conservation. Pour en savoir plus : cpawsnb.org/campaigns/protected-areas.



Un jeune ours curieux observe le photographe lors d'une petite collation.
Photo : Nathan Robinson Photography



La SNAP Nouvelle-Écosse effectue des travaux sur le terrain au lac Archibald. Photo : Chris Miller

NOUVELLE-ÉCOSSE

La **SNAP Nouvelle-Écosse** a effectué des recherches sur le terrain dans l'aire de nature sauvage du lac Archibald pour y recenser les populations d'espèces en péril. Au total, 26 espèces rares ont été identifiées, dont 5 sont inscrites sur la liste de la *Loi sur les espèces menacées d'extinction* de la province. Le lac Archibald est un haut lieu de la biodiversité dans le comté de Guysborough qui est menacé par un projet de mine d'or à ciel ouvert. Les résultats des travaux ont permis de démontrer au gouvernement néo-écossais la nécessité urgente d'une protection officielle. D'autres travaux sur le terrain sont prévus.

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Cet été, la **SNAP Terre-Neuve-et-Labrador** a pris la difficile décision de suspendre le programme public de patrouille des macareux. Cette décision a été prise en réponse aux recommandations de l'Agence de la santé publique du Canada qui, en raison de l'incertitude liée à la vague d'influenza aviaire pathogène (IAHP), a conseillé aux membres du public de ne pas manipuler d'oiseaux sauvages ou d'autres animaux sauvages. Pour en savoir plus sur la façon dont la section continue à aider en toute sécurité les macareux et les pétrels échoués, ainsi que sur les recherches en cours au sujet de l'attrance vers la lumière, rendez-vous sur cpawsnl.org/ppp-suspended.

● CONTACTEZ-NOUS

SNAP Canada bureau national
600-100 rue Gloucester
Ottawa, ON K2P 0A4
613-569-7226 ou 1-800-333-WILD
info@cpaws.org
www.snapcanada.org

SNAP Colombie-Britannique
604-685-7445
www.cpawsbc.org

SNAP Alberta sud
403-232-6686
www.cpaws-southernalberta.org

SNAP Alberta nord
780-328-3780
www.cpawsnb.org

SNAP Saskatchewan
306-500-7545
www.cpaws-sask.org

SNAP Manitoba
204-949-0782
www.cpawsmb.org

SNAP Vallée de l'Outaouais
819-778-3355
www.snap-vo.org

SNAP Wildlands League
416-971-9453 ou 1-866-510-9453
www.wildlandsleague.org

SNAP Québec
514-278-7627
www.snapquebec.org

SNAP Nouveau-Brunswick
506-452-9902
www.cpawsnb.org

SNAP Nouvelle-Écosse
902-446-4155
www.cpawsns.org

SNAP Terre-Neuve-et-Labrador
709-726-5800
www.cpawsnl.org

SNAP Yukon
867-393-8080
www.cpawsyukon.org

SNAP Territoires du Nord-Ouest
867-873-9893
www.cpawsnwt.org

Pagayez sur une rivière emblématique du Canada avec l'emblématique compagnie canadienne de canoës



Black Feather

la compagnie d'excursions en pleine nature

Soutient fièrement la SNAP Canada.

Réalise les rêves sur la Nahanni depuis 1971.... www.blackfeather.com

MARDI  **29**
JE DONNE nov

Imaginez ce que serait l'avenir sans la nature.

S'il vous plaît, **donnez**, ensemble nous pouvons faire la différence !



IMPAC 5

**PRENEZ POSITION
POUR PROTÉGER L'OCÉAN**

REJOIGNEZ-NOUS À IMPAC5 :
LE CINQUIÈME CONGRÈS INTERNATIONAL
SUR LES AIRES MARINES PROTÉGÉES

VANCOUVER, CANADA | 3-9 FÉVRIER 2023 | WWW.IMPAC5.CA/FR



Si vous souhaitez aider les campagnes de financement de la SNAP avec vos événements, produits ou activités, nous vous invitons à communiquer avec Vicki Dimillo à vdimillo@cpaws.org.



N'ATTENDONS PLUS.

Photo : Prairie Rising

Rejoignez le mouvement pour protéger au moins 30 % des terres et des océans du Canada d'ici 2030.

Visitez snapcanada.org/nattendonsplus

Avec le soutien de

